



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010)

Bernard Guesnier et André Joyal (dir.), 2004, Le développement territorial. Regards croisés sur la diversification et les stratégies, DATAR et IERF (Institut d'Economie Régionale et Financière) 2004, 331 p.

Philippe Duez



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/933>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Philippe Duez, « Bernard Guesnier et André Joyal (dir.), 2004, Le développement territorial. Regards croisés sur la diversification et les stratégies, DATAR et IERF (Institut d'Economie Régionale et Financière) 2004, 331 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2004, mis en ligne le 21 juin 2004, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/933>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Bernard Guesnier et André Joyal (dir.), 2004, Le développement territorial. Regards croisés sur la diversification et les stratégies, DATAR et IERF (Institut d'Economie Régionale et Financière) 2004, 331 p.

Philippe Duez



L'ouvrage reprend une partie des communications présentées au XXXVIIIème colloque annuel de l'Association de Science Régionale De Langue Française (ASRDLF), organisé par l'Université du Québec à Trois Rivières en août 2002. Les auteurs ont organisé l'ouvrage autour de trois problématiques liées au développement territorial : celle des problèmes d'organisation du territoire et des logiques d'acteurs, celle des caractéristiques des systèmes productifs territoriaux et de leur apport au développement du territoire, celle du renouvellement des systèmes productifs territoriaux par l'innovation et les TIC. L'ensemble des textes est introduit par une contribution intéressante de José Arocéna sur l'influence de la nature de la crise sur l'organisation territoriale. L'ouvrage reprend un ensemble de textes très hétéroclites qui relèvent des domaines de la science régionale. Nous avons choisi de présenter les textes de portée générale et d'écarter de la présentation les articles qui relèvent trop de l'étude de cas ou qui ont du mal à dépasser le cadre du constat.

1ère partie : Organisation territoriale et acteurs publics

- 1 La première partie de l'ouvrage est centrée sur l'analyse des problèmes de gouvernance locale. Les trois premiers articles relèvent d'une approche juridique de l'intercommunalité et de l'aménagement du territoire. Les deux derniers sont particulièrement intéressants pour l'analyse de la relation qui s'établit entre type de gouvernance et performance des territoires. Sujet d'actualité si l'on veut fonder une théorie des échelles territoriales permettant de justifier la subsidiarité des décisions publiques.
- 2 L'article de Michel Bélanger et André Joyal s'appuie sur la typologie des fonctions entrepreneuriales de Mintzberg pour analyser le rôle des maires dans le développement économique local. Le maire a des rôles liés aux décisions (régulateur, négociateur, répartiteur, entrepreneur), liés à l'information (diffuseur, porte-parole, observateur actif), des rôles interpersonnels (agent de liaison, leader, symbole). Il va choisir d'exercer l'un de ces rôles de façon à agir sur les facteurs locaux de développement. L'enquête réalisée par les auteurs auprès d'un échantillon de maires semble confirmer l'intelligibilité de la grille de lecture proposée. Les maires utilisent effectivement toutes les fonctions et mettent en avant les fonctions interpersonnelles pour influencer la faisabilité des projets.
- 3 L'article de Bernard Guesnier établit un lien entre type de gouvernance et performance des territoires. La gouvernance peut être privée. Elle est alors organisée par quelques grandes entreprises ou par des petites entreprises isolées ou en réseau. Elle peut être publique et centralisée au niveau de l'état, décentralisée ou encore inexistante. En croisant les deux types de gouvernance on obtient une typologie des effets générés par celles-ci, conformément à l'analyse des coûts de transaction développée par Coase et Williamson. L'organisation en système productif local est une organisation performante puisqu'elle crée plus d'emplois et d'entreprises que le niveau national. Les régions les plus performantes sont celles qui ne se contentent pas d'attendre passivement l'intervention étatique et qui s'organisent. C'est le cas par exemple de la Région Rhône-Alpes par rapport à la Région Nord-Pas-De-Calais. Le travail économétrique de l'auteur sur les zones d'emploi permet de conclure à l'existence de bonnes corrélations entre gouvernance et performance, mais à partir d'un certain seuil d'intensité de la gouvernance. D'autre part, la présence de l'une ou l'autre gouvernance suffit à assurer la performance d'un territoire tandis que l'absence totale de gouvernance entraîne certaines zones d'emploi dans un processus de déperissement.

2ème partie : Organisation des systèmes de production des territoires

- 4 Cette partie reprend des contributions qui analysent l'évolution des systèmes de production des territoires. Nous avons choisi de nous concentrer sur l'article d'Alain Berset et Olivier Crevoisier qui établit un lien entre migrations et performance des systèmes de production ainsi que sur celui de Marta Abrantès et Georges Benko sur l'évolution des politiques publiques en matière de Systèmes Productifs Locaux (SPL). Elles permettent de renouveler la problématique des politiques publiques d'ancrage territorial.
- 5 Alain Berset et Olivier Crevoisier défendent l'idée que les migrations génèrent une circulation de compétence essentielle dans la compétitivité des systèmes de production régionaux. Les auteurs présentent d'abord les bases d'un modèle de circulation des compétences et d'ancrage territorial. Dans la perspective d'une division technique du travail, les migrations sont analysées comme une façon de réduire les déséquilibres en matière d'emplois et de salaires. Par contre, dans la perspective d'une division cognitive

du travail, les migrations permettent la circulation de compétences qui vont maintenir la cohérence et la compétitivité d'un système de production régional qui doit constamment innover et s'adapter à la demande. En combinant ces deux perspectives, on obtient une typologie des formes de circulation et d'ancrage des compétences. Dans le premier cas : celui de l'allocation des compétences par les coûts, c'est la logique de la division technique du travail qui joue de sorte que les compétences des migrants importent peu. L'emploi et le salaire sont les mobiles de la migration. La migration est définitive ou alternante quand on continue à migrer pour chercher un salaire de plus en plus élevé. Dans le cas contraire, ce sont les compétences du migrant qui comptent quand elles viennent renforcer la dynamique du territoire. On va alors négocier l'ancrage territorial puisque le salarié n'est pas incité à quitter sa région. Deux autres cas intermédiaires existent. Un cas d'assimilation où il appartient au migrant d'acquérir les compétences par lui-même. La migration est dite circulaire quand elle donne des compétences qui permettront à l'individu de retourner dans sa région d'origine. Un cas de migration circulatoire où les entreprises ayant des besoins spécifiques vont offrir aux migrants la possibilité de diffuser leurs compétences. Il n'y a donc pas d'ancrage et le migrant cherche à monnayer ses compétences en circulant dans plusieurs entreprises.

- 6 L'article de Marta Abrantes et Georges Benko se propose d'étudier les objectifs et les moyens mis en œuvre pour soutenir le développement des systèmes productifs locaux en France. Les objectifs des politiques publiques en la matière sont d'accélérer le passage d'une économie fordiste où les économies d'échelle se font essentiellement à l'intérieur de la firme à une économie post fordiste où les économies se font en dehors de la firme. Comme les économies externes sont localisées, il faut dans le cadre d'une politique publique trouver les formes de gouvernance territoriales qui permettront de produire les biens publics locaux qui seront les supports de ces économies. Le SPL est alors une forme d'organisation territoriale où les PME s'associent pour produire ce type de bien. Les politiques publiques en matière de SPL vont soutenir les projets de création jusqu'en 2001 avant de soutenir leur transformation en pôles de compétitivité centrés sur l'innovation et la formation.

3ème partie : Les systèmes d'innovation et les TIC

- 7 Le premier article présenté permet d'appréhender une grande partie des variables locales intervenant dans le management de l'innovation. Il présente en plus des résultats concrets permettant d'orienter les politiques technologiques locales. Quant à l'article de Guy Loinger, il nous fournit une grille d'analyse intéressante pour le management stratégique des territoires.
- 8 L'article de Marie-Claude Belis Bergougnan et de Christophe Carrinzeaux s'interroge sur la pertinence des politiques technologiques locales. Pour la nouvelle économie industrielle, le développement des interactions spatiales réduit d'abord les coûts d'échange et de transfert des informations tandis que l'existence d'un même contexte local favorise l'apparition de systèmes d'innovation même si l'échelle territoriale d'apparition n'est pas uniforme. Enfin, sachant qu'il existe un véritable processus de redéfinition locale des innovations, la politique publique sera d'autant plus efficace qu'elle fera naître des technologies spécifiques et développera les capacités d'apprentissage entre firmes. Pour la géographie de l'innovation, les externalités de recherche publique ont une dimension locale même si les résultats sont parfois différents selon les pays. Les externalités inter-firmes existent quelle que soit la structure industrielle (spécialisation ou diversification). Leur développement dépend d'abord de la

capacité d'absorption des firmes. Les auteurs analysent ensuite les résultats d'enquêtes empiriques réalisées sur les facteurs de localisation des centres de recherche en France. Il apparaît que la localisation de la R&D des firmes se fait majoritairement à proximité d'un lieu de production et en zone urbaine. Cela révèle donc la difficulté d'articuler la dimension interne de la recherche (nécessité d'appliquer à la production) à la dimension externe de la recherche (lien avec la recherche privée et publique). Il apparaît aussi que les mécanismes de polarisation de la R&D s'expliquent d'abord par le type d'interaction avec le territoire pour un secteur d'activité donné. Les réseaux sont des réseaux professionnels dans 44 % des cas, des réseaux liés à une logique de marché dans 38 % des cas, le reste dépend de l'incitation des pouvoirs publics. La mise en réseau au niveau national et international semble beaucoup plus déterminante que la proximité géographique, en particulier des centres de recherche, compte tenu des capacités d'absorption de l'industrie et des interactions qui, en matière de recherche, dépassent souvent le cadre régional. Elle semble surtout déterminante pour les petites entreprises qui ne peuvent recourir à des formes de transfert de technologies.

- 9 Guy Loinger propose enfin une grille de lecture de l'interface entre systèmes économiques et systèmes territoriaux qui permet d'orienter les stratégies des territoires en fonction des effets d'hystérésis. Il part du principe que les territoires sont des phénomènes spécifiques que l'on peut caractériser par une logique organisationnelle qui s'adapte à un système technico-industriel. L'auteur reconnaît 7 types de territoires. Le type 1 correspond aux territoires ayant subi la première vague de l'industrialisation au travers de l'exploitation des mines de charbon et de fer. Ils ont une capacité d'adaptation très faible ou un coût d'adaptation élevé. Le type 2 correspond aux territoires influencés par la première industrialisation orientée vers le textile, le cuir ou les industries liées à des marchés de produits de masse. Leur réactivité est largement conditionnée par la capacité d'apprentissage. Le type 3 correspond à une économie traditionnelle à dominante rurale orientée vers des métiers traditionnels et une production de qualité. Ce type de territoire vit sur des rythmes d'évolution souvent décalés par rapport au contexte mais a des capacités de réaction sur le long terme. Le type 4 est dominé par des filières économiques issues de la révolution industrielle liée à la chimie et à l'électricité. La réactivité dépend du marché et notamment de la pression des marchés en émergence. Le type 5 est marqué par la métropolisation économique et l'accumulation de capacité de pilotage de systèmes économiques complexes. Les territoires ont une très bonne réactivité mais sont aussi marqués par un dualisme social. Le type 6 correspond à des territoires de transit et de commercialisation en raison de leur géographie particulière. La réactivité existe mais elle est freinée par la présence d'effet d'hystérésis. Seule une politique volontariste peut permettre à ce type de territoire de changer de trajectoire. Le type 7 correspond à des territoires totalement marginalisés en raison de caractéristiques géographiques (isolement) ou socioculturelles. Ils ont une forte tendance à l'immobilisme et au repli sur soi.

AUTEUR

PHILIPPE DUEZ

Maître de Conférences en Economie, Université d'Artois, Directeur de l'UFR d'AES,
Chercheur à l'EREIA philippe.duez@univ-artois.fr